

# VOS revendications

## Un projet fondé sur un développement endogène régional durable ?

Le mouvement des « Gilets Jaunes » nous concerne tous, car il offre une fois encore (la bonne ?), l'opportunité de faire émerger au niveau local l'expression d'un projet global de vie et de développement de notre territoire permettant un changement de modèle pour La Réunion, dans un cadre endogène respectueux de la nature et de ses habitants.

En effet, notre espace contraint doit nous loger et accueillir l'essentiel des infrastructures publiques, économiques et de transport tout

en préservant les terres agricoles et les espaces naturels.

Depuis sa départementalisation en 1946, notre île a connu une transformation et une modernisation très (trop ?) rapide sans apporter les réponses nécessaires à la correction des inégalités entraînant de fait une remise en cause de notre société multiculturelle unique avec son métissage, ses traditions, sa langue et son art de vivre créole spécifique.

Aujourd'hui, ce contexte appelle à interroger nos méthodes de travail pour développer notre territoire, en renouvelant nos principes, réflexions, procédures pour élaborer des actions concrètes, permettant de construire ensemble un Développement Endogène Régional (DER). On peut caractériser ce dernier par l'élaboration de partenariats très intenses, d'une préférence spontanée pour le fournisseur local (tant pour les consommateurs que pour les entreprises) et d'un développement des services locaux performant pour la communauté. Cette dynamique favorable repose sur un préalable fort et impératif : la confiance « je fais aujourd'hui pour toi, Confiant que tu feras

pour moi. » Mais, il ne faut pas négliger nombre de partenariats indispensables, notamment les relations avec les consommateurs et leurs associations, ou les relations capital-travail. Et, au-delà des aspects sociaux et économiques, il est primordial pour que ce projet soit durable, d'une part d'y rajouter l'objectif à plus long terme de la protection et de la valorisation de l'environnement. Et d'autre part, de l'inscrire dans une démarche culturelle et éducative favorisant l'intégration des savoirs locaux.

Par ailleurs, le DER Durable nécessite un ancrage local de l'entrepreneuriat, car l'absence de capital local remet en question cette stratégie de développement et renvoie La Réunion à son passé de Comptoir !

En effet, le trop grand nombre d'entreprises maîtrisées par des capitaux extérieurs augmente la fragilité structurelle de l'économie locale, car les bénéfices n'y sont pas recyclés et sont réexportés hors de La Réunion.

Pour aider à l'émergence de ce tissu local, il faut des relations contractuelles entre tous les acteurs visant à optimiser la gouvernance d'ensemble, notamment

en mobilisant des économies d'échelle et en allégeant le cadre institutionnel et normatif. L'initiative ne pourra en revenir qu'aux Collectivités Territoriales.

Aussi, on ne peut que se joindre aux nombreuses voix qui se sont déjà fait entendre pour demander qu'une véritable Conférence Territoriale soit initiée afin de rendre concret ce projet de DER Durable.

Cette conférence Territoriale aura la responsabilité de favoriser la définition de ce projet global, mais devra aussi accompagner le processus de la conduite du changement qui lui sera intimement lié, pour que le Réunionnais soit le véritable et principal acteur du développement de son territoire à son premier profit.

Or, la conduite de ce changement, portée par le cadre fédérateur du projet contractualisé, repose sur 3 finalités : Où nous mène ce projet ? (le Cap). A quoi sert-il ? (le Sens). Qu'est-ce que le territoire et ses habitants ont à y gagner ? (le Gain).

Cette Conférence Territoriale devra également garantir l'expression de valeurs fortes servant à incarner ce projet : transversalité, opérationnalité, territorialisation,

innovation, pédagogie, intégrité et respect. Tout cela s'inscrit sur un long terme au cours duquel les acteurs doivent être en capacité de démontrer un sens de l'intérêt général et un potentiel d'intermédiation (comprendre les contraintes et enjeux mutuels de tous pour produire conjointement un seul et même objet !).

Le projet et son suivi devront faire l'objet d'une évaluation et restitution régulière auprès de la population, car sa finalité réside dans l'amélioration des conditions de vie.

Enfin, cela doit être l'occasion définitive d'anticiper des réformes territoriales et de trouver le bon moteur administratif, qui dynamisera ce projet. Pour finir, La Réunion ne doit rien attendre de l'extérieur, car il n'y aura pas de Développement Endogène Régional Durable sans une impulsion Politique Réunionnaise et du courage de nos élus et élites pour prendre des vraies et bonnes décisions pour toutes celles et tous ceux qui vivent à La Réunion.

David Bialecki, Ingénieur  
Gilles Gauvin, Historien  
Philippe Vitale, Sociologue



Emmanuel Grondin

### Introduction d'un revenu réunionnais de dignité

Que soit organisée une table ronde où des représentants des associations de consommateurs, des petites et moyennes entreprises, des salariés touchant le smic, des retraités, des minimas sociaux, des personnes handicapées... dressent un état des lieux du coût de la vie réel et ressenti à La Réunion afin de déterminer le revenu réunionnais de dignité qui serait un revenu permettant de vivre dignement à La Réunion en tenant compte de tous les paramètres nécessaires et spécifiques.

A l'issue de cette table ronde, la Région et l'Etat ont le devoir de s'assurer qu'aucun citoyen vivant à La Réunion ne gagne moins que ce revenu de dignité déterminé avec tous les acteurs. Cela introduit ainsi la notion de vie digne, de qualité de vie et contribue à rendre illégale la pauvreté.

En clair, à La Réunion ne laisser personne derrière. Il est évident que la transparence et le débat public sont essentiels pour mener à bien cette table ronde.

Pa Kapab Lé Mor San essayé !



Emmanuel Grondin

### Revoir la loi sur la titularisation

Je travaille actuellement dans le service public depuis 28 années. Je ne suis pas titulaire de mon poste et on me demande des critères que je n'ai pas. Soit-disant on lutte contre des emplois précaires, mais désolée, actuellement ce n'est pas le cas. Ici on me demande 70% de mon temps de travail. Apparemment j'ai 90% alors je ne

comprends pas. Ma revendication est que j'aimerais demander au gouvernement pourquoi nous imposons des lois surtout à ce niveau d'ancienneté et en plus, je suis proche de ma retraite que le gouvernement revoit cette loi sur la titularisation au niveau de la fonction publique.

Francine

### La formation à Pôle emploi

Tout d'abord, je vous félicite et vous salue pour votre engagement pour le peuple et le développement de notre pays.

- Concernant le panier de produits de première nécessité, il faudrait que les prix soient plafonnés et accessibles à tous dans l'ensemble des enseignes de l'île «tarifs uniques», pas de disparité sur la pratique des prix affichés.

- Pour le carburant, il faudrait construire une autre plate-forme pétrolière cassant ainsi le monopole de la SRPP.

- Concernant les collectivités (Département et Région), il faudrait, dès 2021, la mise en place de l'assemblée unique. Ainsi, il sera plus simple d'instaurer les compétences uniques à sa branche. Exemple : les voiries, pourquoi aujourd'hui parle-t-on de routes départementales, régionales et communales. «Une compétence = Une entité». Un autre exemple, Pôle emploi, aujourd'hui, ne fait que recevoir les personnes. Quand on



Emmanuel Grondin

veut faire une formation, on nous renvoie vers la Région... Pourquoi ? Il faudrait que le budget « formation » soit attribué à Pôle emploi et non aux collectivités.

- Il faudrait que l'Etat rétablisse le montant des dotations aux collectivités locales, ainsi nous pourrions développer les infrastructures adaptées aux problématiques rencontrées dans les

quartiers. Elles seront favorables aux mieux ensemble mais aussi développement économique de l'île «emploi».

- Il faut aider les associations financièrement pour la mise en place des chantiers d'insertion «Environnement» permettant d'avoir des régies dans l'ensemble des quartiers.

Jérôme Imazoute-Issima

### Une vie meilleure en 4 points

Il y a tant à dire pour changer les problèmes actuels.

Je choisis 4 points importants :

#### ■ La mobilité.

Mettre en place une politique de transports collectifs. En permettant ainsi à tous de circuler de manière rapide, cela va favoriser l'emploi. Habiter Saint-Louis et travailler sur Saint-Denis ne serait plus un problème. De plus, le Réunionnais ne serait pas obligé d'acheter une voiture (avec toutes les dépenses que cela engendre : l'essence, l'entretien, les réparations, etc.). Moins de fatigue aussi, une vie meilleure quoi !

#### ■ La vie chère.

Les gouvernements successifs n'ont jamais réglé les différences de salaire des fonctionnaires et les autres. La vie chère impacte ces derniers. Qui aura le courage de trouver des solutions à ce problème de sur-rémunération (c'est chouette pour eux, mais tous les



DR

prix sur l'île (comme le logement) se sont alignés comme si le SMIC était, lui aussi, indexé de 30 à 50 %).

#### ■ Le pouvoir d'achat.

Augmenter le pouvoir d'achat, c'est bien... mais attention, La Réunion consomme, consomme... et il faut réfléchir à ce que nous consommons. Les déchets pro-

duits en quantité, la perte de valeurs simples, l'accumulation de tant de choses inutiles, l'impact sur le climat, les océans, les forêts...

Merci et sans oublier le dernier point :

#### ■ L'intégrité des élu(es) politiques.

Valérie

**Vous pouvez continuer à nous envoyer vos revendications ou vos solutions pour une société réunionnaise meilleure à l'adresse suivante : giletsjaunes@lequotidien.re**